



# Commune de Le Val

Département du Var

## Avenant n°1

Au contrat de Délégation du Service Public de  
l'assainissement collectif

Enregistré en sous-préfecture de Brignoles le  
20/06/2017

Envoyé en préfecture le 04/10/2023

Reçu en préfecture le 04/10/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20230922-2023\_058-DE



## ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

**La Commune de Le Val**, dont le siège est situé 5 place de la Libération - 83143 LE VAL, représentée par **Monsieur Jérémy GIULIANO**, son maire, agissant en cette qualité et autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal en date

et dénommée ci-après « la Collectivité »

d'une part,

ET,

**SUEZ EAU France, société à actions simplifiée au capital de 422.224.040 euros**, ayant son siège social à la Tour CB 21 – 16 place de l'Iris – 92040 Paris la Défense, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 410 034 607 03064, représentée par **Madame Laurence PEREZ**, Directrice de la Région SUD, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués,

et dénommée ci – après « le Délégataire »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 04/10/2023

Reçu en préfecture le 04/10/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20230922-2023\_058-DE



## **EXPOSÉ PRÉALABLE**

Par contrat de Délégation enregistré en Sous-préfecture de Brignoles le 20 juin 2017, la commune de Le Val a confié la gestion de son service d'assainissement à la Société d'Équipement et d'Entretien des Réseaux Communaux (SEERC) représentée par sa marque unique SUEZ.

Du fait d'une opération de restructuration, la SEERC a fusionné avec SUEZ Eau France, avec date d'effet au 28 février 2021, ce qui a entraîné un transfert du patrimoine (droits et obligations contractuels et extracontractuels) au profit de ce dernier, sans réserve.

Dans une logique de solidarité territoriale face aux contraintes environnementales croissantes qui peuvent contraindre la ressource en eau tant en qualité qu'en disponibilité, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a attribué, à titre obligatoire, les compétences eau et assainissement aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Dans l'objectif de donner davantage de souplesse à l'exercice de ces compétences et afin d'apporter des réponses opérationnelles aux préoccupations des territoires, l'article 14 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, a ouvert aux Communautés d'agglomération, la possibilité de déléguer en tout ou partie à l'une de leurs communes membres les compétences relatives à l'eau potable et à l'assainissement des eaux usées.

Pour la gestion de ces compétences, exercées par la Commune au nom et pour le compte de l'Agglomération délégante qui en reste responsable, les parties ont conclu une convention de délégation de compétences au titre de l'exercice 2020 renouvelée pour 2021, 2022 et 2023.

Conformément à l'article 3 de la convention en question, l'Agglomération de la Provence Verte confie à la Commune de Le Val appelée « la Collectivité » ci-après, la signature de tous les actes nécessaires aux contrats de DSP.

Le contexte de la signature du présent avenant est le suivant :

La Collectivité organisatrice du service, souhaite modifier certaines conditions administratives et contractuelles notamment :

- Reversement TVA et mandat d'auto-facturation

Le Déléataire intègre donc ces modifications dans la gestion contractuelle et modifie les articles du contrat concernés et les documents annexes associés.

Cet avenant n'engendre aucun impact sur la tarification du service.

Il résulte de ce qui précède que les modifications envisagées dans le cadre du présent avenant et entrant dans le champ des conditions de révision économique, peuvent être qualifiées de non substantielles, satisfaisant ainsi aux conditions prévues par les articles R3135-1 à 10 du Code de la Commande Publique du 1<sup>er</sup> avril 2019, relatif aux contrats de concession.

En conséquence les parties ont convenu des dispositions suivantes :

Envoyé en préfecture le 04/10/2023

Reçu en préfecture le 04/10/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20230922-2023\_058-DE

## **ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT**

Le présent avenant a pour objet de modifier les dispositions du régime de TVA et de reversement des montants de surtaxes de la Collectivité.

## **ARTICLE 2 – REVERSEMENT DE LA PART COLLECTIVITE**

L'article 31 du contrat de délégation, « Part collectivité (Surtaxe) » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

### **« ARTICLE 31 : PART DE LA COLLECTIVITE (SURTAUXE) »**

#### **1. Part de la Collectivité**

Le gestionnaire du service de l'eau sera tenu de percevoir pour le compte de la Collectivité, une part collectivité (surtaxe) s'ajoutant au prix constituant la rémunération du Délégué du service de l'assainissement.

Le montant de cette part sera fixé par délibération de la Collectivité qui le notifiera au Délégué un mois au moins avant le 1<sup>er</sup> jour de la période de consommation à laquelle elle s'applique. En l'absence de notification faite au Délégué, celui-ci reconduira le montant fixé pour la précédente période.

Le produit de cette part facturée pour le compte de la Collectivité – déduction faite des avoirs et/ou non-valeurs constatées sur la période – sera renversée dans le délai de trois mois à compter de l'émission de la facturation.

La Collectivité aura le droit de contrôler le produit de la part Collectivité et les délais de versement, en se faisant présenter les registres comptables du gestionnaire du service de l'eau comme prévu par la convention tripartite annexée au présent contrat (annexe 2).

Toute somme non versée à ces dates portera intérêt au taux légal.

Les sommes encaissées seront versées par le Délégué de l'eau potable directement à la Collectivité dans les mêmes conditions que le reversement de la part Collectivité pour le service de l'eau potable.

Le Délégué du service de l'eau potable reverse également à la Collectivité le montant correspondant à la majoration de 25% de la part de la Collectivité due par l'utilisateur pour non – paiement de la redevance dans le délai de trois mois prévus à l'article R 2333 – 130 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### **2. Modalités de reversement de la part Collectivité**

Le Délégué procède au versement de la part « collectivité » revenant à celle-ci ainsi que la TVA afférente, sur la base d'une facture établie au nom de la Collectivité conformément à l'article 289 I-1 du Code général des impôts.

A cet effet, un mandat d'auto-facturation est confié par la Collectivité au Délégué conformément aux dispositions spécifiques d'auto-facturation précisées ci-après.

La facture est émise par le Délégué et transmise avec son règlement à la Collectivité. Elle est accompagnée de tous les éléments justifiant son montant.

Envoyé en préfecture le 04/10/2023

Reçu en préfecture le 04/10/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20230922-2023\_058-DE



L'auto-facturation du Déléataire est régie par les dispositions ci-après :

- Conformément à la possibilité offerte par l'article 289 I-2 du Code général des impôts, la Collectivité donne mandat au Déléataire d'émettre matériellement en son nom et pour son compte les factures initiales et les éventuelles factures rectificatives liées à la part collectivité et autres redevances revenant à la Collectivité dans le cadre du présent contrat de délégation de service public,
- Les factures émises par le Déléataire comportent la mention selon laquelle elles sont matériellement émises par le Déléataire au nom et pour le compte de « la collectivité ». A cet effet la mention AUTOFACTURATION y est apposée,
- la Collectivité qui réalise les opérations faisant l'objet du mandat de facturation est seule responsable de ses obligations en matière de facturation, ainsi que de la déclaration et du paiement de la TVA auprès des autorités fiscales compétentes.

La Collectivité :

- peut réclamer immédiatement le double de la facture si cette dernière ne lui est pas parvenue, considérant que le Déléataire s'engage à adresser à la Collectivité dans les plus brefs délais à compter de son émission, un double de chaque facture émise,
- communique au Déléataire, la liste complète des informations en sa possession devant figurer sur les factures exigées par la réglementation fiscale et économique et notamment le numéro de TVA intracommunautaire qui lui a été délivré par les services fiscaux lors de son identification à la TVA,
- communique au Déléataire une adresse mail générique, adresse sur laquelle seront envoyées les déclarations ainsi que les auto-factures,
- signale au Déléataire toute modification dans les mentions concernant son identification.

Le Déléataire s'oblige à utiliser une séquence de facturation chronologique et continue distincte pour la facturation faite pour le compte propre de la Collectivité. En conséquence, les factures émises portent un code spécifique suivi d'une numérotation continue.

Le Déléataire respecte les dispositions légales et réglementaires définies par le Code général des impôts et par la réglementation économique (*articles L.242 nonies et suivants de l'annexe II du Code général des impôts - article L.441-3 et suivants du Code de commerce*). Il s'engage à supporter les conséquences financières du non-respect de cette réglementation qui peuvent être mises à la charge de la Collectivité par l'administration fiscale. Sa responsabilité ne peut, en revanche, être recherchée dans l'hypothèse d'une communication incomplète ou inexacte par le mandant des éléments permettant l'établissement des factures.

Les factures objet du présent mandat de facturation susmentionné, font l'objet d'une acceptation tacite par la Collectivité. Cette acceptation résulte d'une absence d'observation formulée par la Collectivité sur les factures reçues dans le délai d'un mois, sans préjudice des recours qui peuvent être engagés par la Collectivité pour réclamer le paiement de sommes mises en recouvrement ou recouvrées par le

Envoyé en préfecture le 04/10/2023

Reçu en préfecture le 04/10/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20230922-2023\_058-DE

Délégataire et dont le montant n'aurait pas été versé à la Collectivité. Ce délai commence à courir au jour de la date d'émission de la facture sous réserve que le duplicata de la facture ait été transmis le jour même à la Collectivité.

Si la Collectivité décide ultérieurement de renoncer au mandat d'auto-facturation et d'établir elle-même les factures, elle doit en informer le Délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception, soixante (60) jours au moins avant l'échéance de facturation suivante. Dans ce cas, le reversement par le Délégataire de la part collectivité et des autres redevances revenant à la Collectivité pour la mise à disposition des ouvrages délégués intervient à échéance de trente (30) jours fins de mois après réception d'un titre de recettes se conformant aux conditions de forme visées à l'article 242 nonies A de l'annexe II au Code général des impôts. »

### **ARTICLE 3 – DATE D'EFFET ET AUTRES CLAUSES**

Le présent avenant prendra effet à compter du **01/01/2023** ou à la date de visa de dépôt en Sous-préfecture si cette date est postérieure.

Toutes les clauses du contrat initial et de ses avenants subséquents, non-modifiées par le présent avenant, restent et demeurent valables.

### **ARTICLE 4 – ANNEXE**

Le document suivant est annexé au présent avenant :

Annexe 1 : Mandat d'autofacturation.

Fait en trois exemplaires originaux à Le Val, le ..... 2023.

Pour la Collectivité,  
**Le Maire,**

Pour le Délégataire,  
**La Directrice de la Région Sud,**

**M. Jérémy GIULIANO**

**Mme Laurence PEREZ**



## **ANNEXE 1 : Mandat d'autofacturation**

Dans une logique de solidarité territoriale face aux contraintes environnementales croissantes qui peuvent contraindre la ressource en eau tant en qualité qu'en disponibilité, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a attribué, à titre obligatoire, les compétences eau et assainissement aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Dans l'objectif de donner davantage de souplesse à l'exercice de ces compétences et afin d'apporter des réponses opérationnelles aux préoccupations des territoires, l'article 14 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, a ouvert aux Communautés d'agglomération, la possibilité de déléguer en tout ou partie à l'une de leurs communes membres les compétences relatives à l'eau potable et à l'assainissement des eaux usées.

Pour la gestion de ces compétences, exercées par la Commune au nom et pour le compte de l'Agglomération délégante qui en reste responsable, les parties ont conclu une convention de délégation de compétences au titre de l'exercice 2020 renouvelée pour 2021, 2022 et 2023.

Conformément à l'article 3 de la convention en question, l'Agglomération de la Provence Verte confie à la Commune du Val appelée « la Collectivité » ci-après, la signature de tous les actes nécessaires aux contrats de DSP.

Le reversement des redevances et surtaxes dues à la Collectivité et qui constituent la contrepartie de la mise à disposition des installations est soumis à la TVA au taux de droit commun visé à l'article 278 du CGI (BOI-TVACHAMP-10-20-10-10-20130801 §97). Ce principe doit donner lieu à une facturation de la TVA par la Collectivité. La TVA ainsi collectée et facturée par la Collectivité sera alors déductible dans les conditions de droit commun par le Délégataire (CGI, article 271).

Conformément à la possibilité offerte par l'article 289 I.-2 du CGI, je soussigné, **Monsieur Jérémy GIULIANO, Maire de la Commune de Le Val donne mandat au Délégataire SUEZ Eau France d'émettre matériellement en son nom et pour son compte les factures correspondant à la redevance/surcharge qui est due par le Délégataire à la Collectivité dans le cadre du contrat précité.**

Les factures émises par le Délégataire comporteront la mention selon laquelle elles sont matériellement émises par le Délégataire au nom et pour le compte de la Collectivité. A cet effet la mention « autofacturation » y sera apposée.

La Collectivité est la seule responsable de ses obligations en matière de facturation, ainsi que de la déclaration et du paiement de la TVA auprès de l'administration fiscale.

La Collectivité s'engage expressément :

- à communiquer au Délégataire, la liste complète des informations en sa possession devant figurer sur les factures exigées par la réglementation fiscale et économique et notamment le numéro de TVA intracommunautaire qui lui a été délivré par les services fiscaux lors de son identification à la TVA,
- à signaler toute modification dans les mentions concernant son identification,
- à réclamer le double des factures qui ne lui seraient pas parvenues.

Le Délégataire respectera les dispositions légales et réglementaires définies par le Code Général des Impôts et par la réglementation économique (article L 441-3 et suivants du Code de Commerce). Sa responsabilité ne pourra pas être recherchée dans l'hypothèse d'une communication incomplète ou inexacte par la Collectivité des éléments permettant l'établissement des factures. A chaque échéance contractuelle de reversement de la redevance/surcharge, le Délégataire s'engage à adresser à la Collectivité un duplicata de la facture.

La Collectivité dispose d'un délai d'un mois à compter de leur date d'émission pour contester le contenu des factures émises en son nom et pour son compte. Les factures objet du présent mandat de facturation feront l'objet d'une acceptation tacite par la Collectivité. Cette acceptation résultera d'une absence d'observation formulée par la Collectivité dans le délai de 1 mois.

### **Budget eau 24380 – 25 :**

**Numéro de TVA intracommunautaire : FR3H200068104**

**Numéro de SIRET : 200068104-00120**

Envoyé en préfecture le 04/10/2023

Reçu en préfecture le 04/10/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20230922-2023\_058-DE

A : Le Val  
Le :

Le Maire,  
Jérémy GIULIANO

Envoyé en préfecture le 04/10/2023

Reçu en préfecture le 04/10/2023

Publié le

ID : 083-218301430-20230922-2023\_058-DE